

MENTION**M****B30775**

18/04/2007 - L070050618:01

CASH Tarif : 801 R

Nom de la Société :

BANQUE ET CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ÉTAT

Siège Social :

LUXEMBOURG

N° du Registre de Commerce : B 30775

N° CDD : ~~001657~~LUXEMBOURG, 1 PLACE
DE METZ

Le Bilan au : 31/12/2006

enregistré à : LUXEMBOURG, le 18/04/2007

avec les références: LSO CD/ 02857

a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés.

Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

Signature :

COMMISSION de SURVEILLANCE
du SECTEUR FINANCIER

Réf.: B.07/415-JLU/MDO

Luxembourg, le 29 mars 2007



B30775

18/04/2007

CASH

L070050618.02

Tarif : 801 R

Handwritten notes:
11. - 4-1-01
de
3/4

A la Direction de la
Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat,
Luxembourg
L-2954 LUXEMBOURG

Messieurs,

Nous avons l'honneur de nous référer à votre envoi récent par lequel vous nous avez soumis les documents relatifs aux comptes annuels de l'exercice 2006 destinés à la publication.

Par la présente, nous pouvons vous informer que nous n'avons pas d'objection à ce que vous procédiez à la publication de ces comptes annuels au 31.12.2006 dans la forme proposée.

Nous attirons votre attention sur le fait que la publication doit intervenir suivant les dispositions de l'article 71 de la loi du 17 juin 1992 relative aux comptes des banques, telle que modifiée.

Ainsi, les comptes régulièrement approuvés doivent être déposés au registre de commerce et des sociétés dans le mois de l'approbation. La publication des comptes sera faite par une mention au Mémorial du dépôt au registre de commerce et des sociétés de ces comptes.

Veuillez recevoir, Messieurs, l'assurance de nos sentiments très distingués.

COMMISSION de SURVEILLANCE
du SECTEUR FINANCIER

Signature of Jean-Louis DUARTE
Jean-Louis DUARTE
Attaché de direction 1er en rang

Signature of Jean-Nicolas SCHAUS
Jean-Nicolas SCHAUS
Directeur général

14 MARS 2007



BANQUE ET CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ÉTAT LUXEMBOURG

Siège Central:
Luxembourg, 1, Place de Metz

R.C. Luxembourg No B 30775

Etablissement public autonome, institué par la loi du 21 février 1856 (Mémorial 1, No 6, du 10 mars 1856)
et régi par la loi du 24 mars 1989 (Mémorial A, No 16 du 28 mars 1989)



Comptes annuels 2006



RAPPORT DE GESTION DE LA BCEE

La reprise économique s'est confirmée en 2006 dans la zone euro. La confiance des entreprises et des ménages s'est raffermie. Le chômage est repassé sous la barre des 8% pour la première fois depuis 2001. La Banque centrale européenne (BCE) a augmenté progressivement, moyennant cinq hausses de chaque fois 0,25% (8 mars, 15 juin, 9 août, 11 octobre, 13 décembre), son taux de refinancement à 3,50% en fin d'année. Le taux réel à court terme a été positif pendant toute l'année sous revue, compte tenu d'une inflation de 2,2%. Dans la foulée de l'ascension des marchés financiers, les doutes des investisseurs se sont dissipés et les capitaux sous gestion dans les banques ont continué à croître.

La recherche de nouvelles niches de croissance sur la place financière de Luxembourg a porté ses fruits comme en témoignent la progression de la somme des bilans et du produit bancaire de l'ensemble des banques. La progression substantielle du résultat sur intérêts résulte principalement de l'évolution favorable des activités d'intermédiation et de la perception de dividendes de filiales bancaires étrangères. La progression du résultat sur commissions est intervenue dans un climat boursier favorable, amenant une hausse des commissions d'administration et de gestion d'actifs pour compte de tiers.

Dans ce contexte, la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat affiche, à la fin de son 151^e exercice, une somme du bilan de 40.883 millions d'euros, soit une croissance de 4,0% par rapport au 31 décembre 2005 sous l'effet positif des dépôts de la clientèle non-bancaire (+7,5%) et des prêts et avances à l'économie nationale (+14,6%).

En ce qui concerne l'évolution des activités recensées au hors-bilan, on note une forte progression des avoirs détenus pour compte de tiers, conséquence de la conjoncture boursière favorable.

La bonne performance s'est traduite par une croissance du résultat net de 9,3% à 109,0 millions d'euros. Ce bénéfice a été généré grâce au dynamisme de tous les métiers de la Banque: banque de détail, gestion d'avoirs et activités internationales de marché.

Les coûts (frais généraux et corrections de valeurs sur actifs corporels) ont pu être maîtrisés et leur progression a été limitée à 2,6%.

L'année 2006 fut marquée par une réorganisation de la Banque en dix départements, regroupant les services en s'inspirant de modèles modernes d'organisation interne, afin d'adapter la structure aux développements dans le secteur bancaire.

Le plan d'investissement important dans les grands projets stratégiques commerciaux, réglementaires et de gestion des risques a été poursuivi tout au long de l'exercice 2006. La Banque a finalisé avec succès la plupart des travaux de mise en place des normes IFRS et de transposition des accords de Bâle II.

La Banque a, dans le cadre de son 150^{ème} anniversaire, lancé une vaste campagne sur le thème du bien-être au travail, comprenant bilans de santé médicaux, actions de lutte contre le tabagisme et un cycle de conférences sur les divers aspects de santé.



Progression soutenue du métier de banque classique

Consciente de sa mission traditionnelle dans la collecte de l'épargne du public et le financement de l'investissement, la Banque a continué à fortement développer son activité. Ainsi, dans un contexte de forte progression du marché immobilier, la Banque a enregistré un accroissement de 12,0% de son encours de prêts au logement.

Dans le domaine du logement social, l'encours des prêts profitant d'un financement au taux social de 3,75% s'est élevé à 689 millions d'euros au 31 décembre 2006.

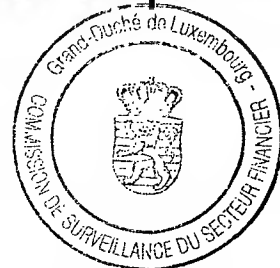
La BCEE a également poursuivi l'expansion de ses activités d'épargne-logement par sa coopération avec le BHW et par le développement du « compte d'épargne-garantie locative ».

Profitant d'un climat d'investissement en reprise, la Banque a pu augmenter sa part de marché dans le secteur des prêts et avances aux entreprises. La recherche permanente d'amélioration de la qualité des services dans ce secteur s'est traduite dans une approche commerciale multi-produits plus systématique et par des adaptations de l'organisation interne de la Banque destinées à suivre plus activement les affaires du client professionnel.

Dans le cadre du plan stratégique « SPUERKEESS 2009 », la hiérarchisation du réseau des agences en Centres Financiers, Agences Conseil et Agences de Proximité se traduira par une optimisation de la force de vente.

La BCEE a poursuivi sa stratégie multi-canaux consistant, d'une part, à spécialiser et à moderniser son réseau des agences et, d'autre part, à encourager l'utilisation des services électroniques grâce à la mise à disposition d'outils conviviaux.

Outre une nouvelle version S-net qui a recours aux dernières avancées technologiques en matière de sécurité et confidentialité, la BCEE a lancé S-net Mobile, le premier service transactionnel au Luxembourg pour « smartphones » et PDA. La Banque compte désormais plus de 80.000 conventions S-net, ce qui confirme sa position incontestée de leader sur le marché des services bancaires électroniques au Luxembourg.



Croissance du métier Gestion d'avoirs dans un contexte boursier favorable

Les métiers fonds d'investissement et « Private Banking » ont bénéficié de la hausse des principaux marchés boursiers et de l'afflux de nouveaux capitaux de la part des investisseurs. Plusieurs nouveaux produits structurés ont été développés pour répondre à l'attente des clients.

La BCEE a étendu la liste des fonds éligibles pour le plan d'épargne « S-Invest » qui permet au client d'investir de façon régulière dans des sicav maison et constitue une alternative de placement intéressante par rapport à un compte d'épargne classique. Le produit « S-Rente » a également été lancé en 2006 et permet aux clients qui possèdent un certain capital en sicav de se procurer des revenus réguliers à travers un plan de désinvestissement via un ordre permanent.

Au cours de l'exercice 2006, la Banque a poursuivi le développement des centres « Private Banking » à plusieurs endroits du pays, complétant ainsi l'offre de services spécialisés à la clientèle privée. Ces structures disposent d'un personnel hautement qualifié, spécialisé en gestion de fortune, et commercialisent le package « *ActivInvest* », comprenant entre autres une prestation de conseil en placement personnalisé et pro-actif. En 2006, le package « *ActivInvest* » a connu une augmentation de sa diffusion de plus de 18%. De même, les avoirs des clients gérés par les centres « Private Banking » ont continué à progresser en 2006. A partir de 2007, les centres « Private Banking » seront intégrés dans la nouvelle structure hiérarchique du réseau d'agences.

Poursuite de l'amélioration de la rentabilité du métier des Activités internationales de marché

Les agences de notation Moody's et Standard & Poor's ont confirmé en 2006 les excellentes notations AA+/A-1+ et Aa1/P-1 qui ont permis à la Banque de maintenir une diversification de ses sources de refinancement sur les marchés des capitaux européen et américain.

A l'instar des années précédentes, la clientèle institutionnelle étrangère a fortement contribué au financement de la BCEE, ceci à travers la souscription aux programmes d'« euro medium term notes » (EMTN), de papier commercial européen (ECP) et de papier commercial US (USCP). De ces trois programmes, dont la taille agrégée s'élève à 16 milliards de dollars US, celui des EMTN a surtout recueilli la faveur des investisseurs institutionnels.

La Banque a remplacé certains engagements de son portefeuille propre arrivés à échéance par de nouveaux engagements à notation moyenne supérieure.

La Banque a réussi à améliorer le rendement de ses opérations de trésorerie sans augmenter substantiellement les risques de taux d'intérêt, de change et de crédit. Le volume global des avoirs détenus pour compte de tiers a fortement progressé suite à la conjoncture favorable.



Bâle II et la politique de gestion des risques

Au cours de l'exercice écoulé, la Banque a continué à investir de manière importante dans le domaine de la gestion des risques, et plus particulièrement dans le cadre de l'introduction de la nouvelle réglementation de Bâle.

Alors que les années précédentes, les efforts étaient principalement consacrés à la mise en place des méthodologies de notations internes pour le risque de contrepartie, les travaux de l'année 2006 furent davantage ciblés sur la méthodologie de calcul du nouveau ratio de solvabilité, appelé ratio Mc Donough. Contrairement à la méthodologie actuelle, appliquant de manière simple et forfaitaire des pondérations aux encours, la nouvelle méthodologie s'appuie sur la qualité du débiteur, mesurée par le rating interne, ainsi que les caractéristiques propres des opérations de crédit comme par exemple la durée de l'opération, le taux de perte estimé en cas de défaut éventuel d'un débiteur ou encore les garanties réelles ou personnelles associées à une opération de crédit. Des simulations ont montré que la Banque pourra améliorer substantiellement son ratio de solvabilité actuel de 12,1% en appliquant cette nouvelle méthodologie de calcul à partir de 2008.

La politique de gestion des risques inhérents aux différents métiers est restée au centre des préoccupations de la Banque. Cette politique est axée autour des principes de gestion suivants :

- Procéder à une analyse combinée des rendements et des risques liés à une transaction;
- Faciliter la prise de décision lors de la conclusion de nouvelles opérations et permettre une rémunération adéquate en fonction des risques identifiés;
- Rééquilibrer les portefeuilles d'activités sur la base des résultats et des effets de diversification au sein de ces portefeuilles
- Assurer la pérennité de la Banque

Le présent chapitre est subdivisé en quatre grandes catégories de risque: risque de contrepartie ou de crédit, risque de marché, risque de liquidité et risque opérationnel.

Risque de contrepartie

Dans le domaine des crédits accordés à l'économie nationale, la structure des décisions est hiérarchisée en différents comités de crédit en fonction de l'encours global du client. A partir d'un seuil défini, les dossiers doivent être ratifiés par le Comité de direction de la Banque. La structure du portefeuille se décompose en prêts hypothécaires au logement pour plus de la moitié de l'encours. En ce qui concerne le portefeuille des prêts hypothécaires au logement, le risque de crédit est couvert par l'inscription hypothécaire. Pour le secteur des prêts et avances aux entreprises, la Banque s'est fixée des procédures rigoureuses pour l'analyse des dossiers et la prise de garanties. Une attention particulière est accordée au respect des limites par secteur et par contrepartie.

Dans le domaine des marchés interbancaires et des crédits internationaux, où la grande majorité des contreparties est constituée d'établissements bancaires et financiers, l'attribution d'une notation interne à une contrepartie bancaire se fait à partir d'une combinaison d'analyses quantitatives et qualitatives. L'élément quantitatif se base sur des ratios décrivant le mieux la rentabilité, l'importance des fonds propres, la liquidité et la qualité des actifs de la contrepartie tandis que l'élément qualitatif émane de l'analyste lui-même qui tient compte d'éléments non financiers tels que la part de marché, la qualité du management et le rating externe.

En ce qui concerne les crédits internationaux à des entités non financières, la priorité est accordée aux engagements classés « Investment Grade » sur des pays de l'OCDE. Ces contreparties reçoivent une notation interne, basée sur des règles similaires à celles appliquées aux établissements bancaires et financiers.

Les encours de crédit font l'objet d'un suivi du risque de contrepartie et d'un contrôle régulier sur base d'analyses financières actualisées et de propositions d'ajustement des limites par contrepartie. La Banque applique également un système de limite-pays pour les pays à rating inférieur à AA. La salle des marchés est tenue de respecter par instrument de bilan et de hors bilan à la fois la limite de crédit des contreparties et les limites de livraison (« settlement limit » et « daily settlement limit »). Ces limites sont sujet à révision périodique.

Les investissements en instruments dérivés sont largement réglementés via le recours aux contrats-types ISDA (« International Swaps and Derivatives Association Inc. ») qui comprennent des clauses de compensation en cas de faillite d'une des parties. La Banque s'est assurée un moyen de réduction supplémentaire du risque en négociant l'annexe CSA (« Credit Support Annex ») des contrats ISDA avec les contreparties les plus importantes dans le domaine des opérations du hors bilan. Cette annexe prévoit, sur la base d'une réévaluation périodique des positions bilatérales, le dépôt de garanties sous forme de liquidités ou de titres de première qualité dès que la valeur nette des contrats en cours dépasse un certain seuil.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque de perte découlant d'une variation défavorable de différents paramètres financiers, dont principalement les taux d'intérêt, les prix des actions et les cours de change.

Dans sa politique de gestion du risque de marché, la Banque distingue le risque de transformation, résultant de la différence structurelle entre les maturités des ressources et celles de leurs réinvestissements au niveau du bilan de la Banque, du risque lié à la gestion de la trésorerie ainsi qu'aux opérations de négociation (« trading »).

Le risque de transformation est pris en charge par le comité ALM (« Asset Liability Management »), qui assure d'une part l'adéquation de la gestion des fonds propres et des fonds placés sur comptes à vue ou comptes d'épargne et, d'autre part, celle du refinancement des portefeuilles des crédits nationaux et internationaux ainsi que des portefeuilles obligataires et actions propres de la Banque dans le but de minimiser les implications négatives des mouvements des courbes de taux sur les performances de la Banque. Le comité ALM se compose des membres du Comité de direction de la Banque et d'un certain nombre de chefs de service.

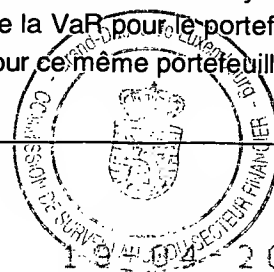
Toutes les autres composantes du risque de marché comme le risque de taux, de change ou de prix sur actions touchant les positions de la trésorerie ou du « trading » en instruments du bilan et du hors bilan sont centralisées en temps réel à la salle des marchés dans le système « front-office » et sont maintenues dans des limites fixées par le Comité de direction de la Banque. Le Comité de direction est informé régulièrement du respect des limites ainsi que des niveaux de risque encourus par une unité indépendante de la salle des marchés.

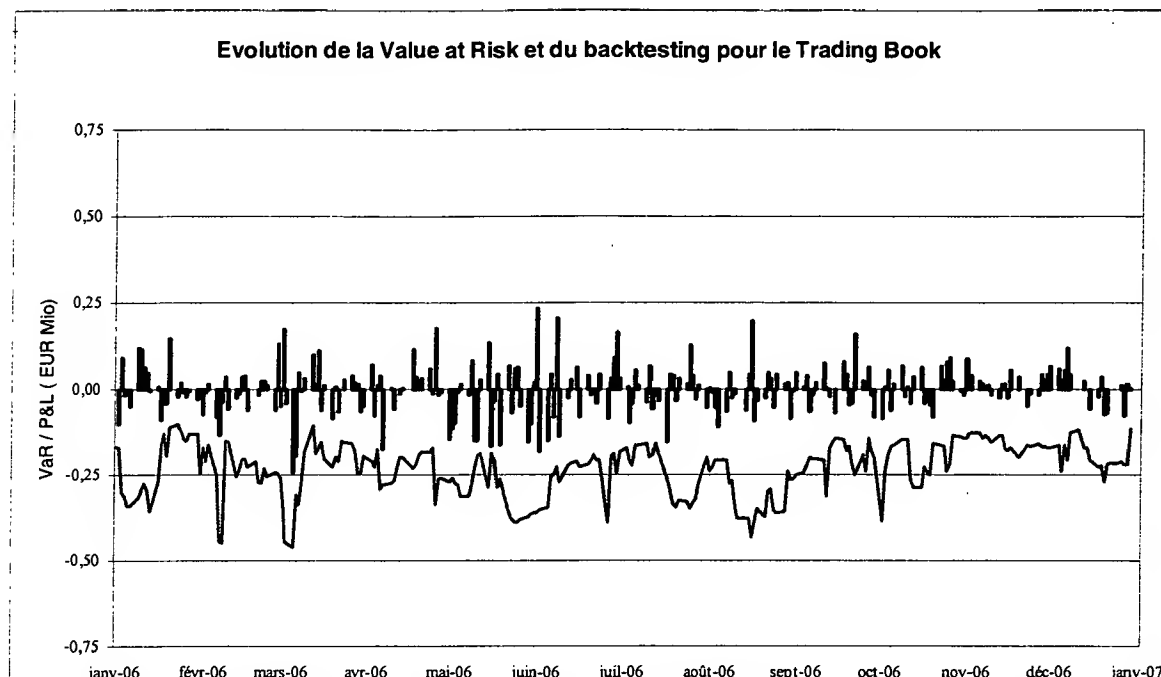
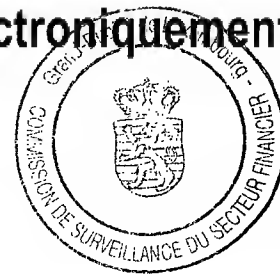
Les niveaux de risque sont principalement surveillés moyennant l'indicateur linéaire « Value at Risk (VaR) », qui a été mis en place en 2003. La Banque calcule la VaR sur base de la méthodologie dite de simulation historique. Les activités de « trading » et de trésorerie sont soumises à des limites VaR respectives.

Sur une base journalière, la VaR est évaluée pour l'ensemble des portefeuilles à risque de marché (« trading », trésorerie, investissement) à l'exception du portefeuille des participations. L'évaluation est faite pour une période de un jour avec un seuil de confiance de 99%. Les séries temporelles couvrent une année entière, ce qui correspond pour l'année 2006 à un total de 255 observations.

L'efficacité des calculs de VaR est contrôlée de manière ex-post dans le cadre d'un « back-testing » pour lequel les prédictions faites par la VaR sont comparées par rapport aux variations de valeur effectivement constatées. Le graphique suivant montre l'évolution de la VaR et du « back-testing » pour le portefeuille « trading » de la Banque pour l'année 2006. En moyenne, la VaR était de 231.000 euros.

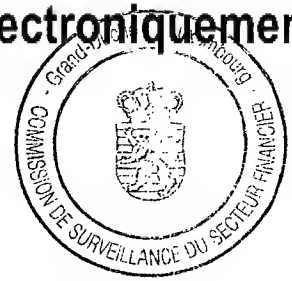
Le résultat négatif du portefeuille de « trading » ne devrait pas dépasser le montant de la VaR en moyenne plus d'un jour sur cent. Pour l'année 2006, nous n'avons observé aucun dépassement de la VaR pour le portefeuille de « trading », alors qu'en 2005, nous avons observé trois dépassements de la VaR pour ce même portefeuille.





Pour l'ensemble des portefeuilles de trésorerie et de « trading », la VaR était de 2,18 millions d'euros en moyenne, ce qui correspond à une utilisation moyenne de la limite globale de 72,5 %.

En sus de la VaR, qui permet une gestion agrégée des différents risques de marché, la Banque maintient d'autres outils de gestion des risques en fonction des instruments financiers concernés. Ainsi, le risque de taux est géré en simulant l'incidence d'une variation parallèle d'un point de base (0,01%) de la courbe des taux d'intérêt sur la Valeur Actuelle Nette (ou « Net Present Value ») des positions. Les rapports quotidiens présentent donc la variation résultant de la variation parallèle de toutes les courbes de taux d'intérêt d'un point de base, appelée encore « Basis Point Value » (BPV) qui doit rester dans des limites fixées. De même, le risque de change et le risque sur actions sont gérés par des limites sur les positions individuelles et « stop-loss ».



Risque de liquidité

Le risque de liquidité résulte du problème de réconciliation des flux financiers entrants et sortants à une date précise. Le risque pour un établissement financier est celui de ne plus pouvoir, à un moment donné, assurer ses obligations de paiement pour cause de manque d'actifs liquides par rapport aux passifs devenus exigibles. De par sa structure financière, la Banque se trouve normalement dans une situation d'excédents de liquidités.

La Banque opère un suivi permanent du risque de liquidité en fonction des échéances. La salle des marchés assure la gestion de la liquidité à court terme. Au-delà, la Banque dispose de passifs stables et diversifiés, notamment sous forme d'une base de dépôts clientèle très solide et de programmes de refinancement ECP, USCP et EMTN qui lui assurent une situation confortable en matière de liquidité.

Dans le cas d'un besoin urgent et important de liquidités, la Banque dispose d'une ligne de crédit « intraday » et « overnight » auprès de la Banque centrale du Luxembourg (BCL) contre nantissement de titres publics ou autres titres à revenu fixe. A cet effet, la Banque conserve en permanence un portefeuille d'un minimum de 500 millions d'euros en titres à revenu fixe pouvant servir de garantie auprès de la BCL.

Risque opérationnel

D'une manière générale, le risque opérationnel est le risque de perte résultant de procédures internes inadaptées ou défaillantes, d'erreurs humaines ou informatiques ou d'évènements externes.

La maîtrise du risque opérationnel est, entre autres, assurée par des règles et procédures détaillées ainsi que par un système de contrôle interne implémenté à tous les niveaux, dont le suivi est assuré par la direction de la Banque.

Dans le but de centraliser la gestion du risque opérationnel, la Banque exploite un outil permettant, d'une part, la gestion des incidents internes selon les méthodologies proposées par Bâle II et, d'autre part, la définition de plans d'auto évaluation ("self-assessment") des risques opérationnels pour toutes les activités de la Banque. La Banque dispose d'une base de données qui recense tous les incidents qui ont un impact sur le résultat de la Banque et qui sont relatifs à une défaillance humaine ou informatique. Les incidents font par ailleurs l'objet d'une analyse récurrente au niveau d'un certain nombre de comités de la Banque, comme le Comité de Gestion Informatique.

La Banque vise par ailleurs à diminuer le risque opérationnel par une amélioration constante des systèmes d'exploitation et des structures organisationnelles.

Ainsi, dans le domaine des activités internationales de marché, la Banque a finalisé en 2006 l'implémentation de son nouveau système de gestion des activités « back-office » qui est complètement interfacé avec le système « front-office » existant et qui permet d'assurer un traitement transparent des opérations pouvant faire intervenir différents instruments du bilan et du hors bilan.

En ce qui concerne les activités de banque de détail, un suivi rigoureux des affaires, la séparation des fonctions au niveau opérationnel ainsi que le renforcement des procédures sont destinés à éviter d'éventuels incidents. Depuis 2004, le service « Compliance » veille au respect par la Banque de toute réglementation en vigueur et notamment concernant les procédures et la formation en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et de financement du terrorisme et le suivi des réclamations de la clientèle.

Le service Organisation est en charge de la coordination des grands projets informatiques de la Banque avec comme objectif d'assurer le "change management" et d'éviter les risques opérationnels inhérents à ces projets. Au-delà, sa mission consiste à veiller à la sécurité physique et informatique de la Banque, avec la coordination des plans « Disaster Recovery Plan » (DRP) et « Business Continuity Plan » (BCP) qui servent à assurer la continuité des services de la Banque dans l'éventualité d'une situation de crise.

Dans le domaine de la sécurité des systèmes d'information, une attention toute particulière est accordée en permanence à la protection des informations relatives aux clients. Les considérations de sécurité font partie intégrante de tous les projets informatiques et la Banque fait régulièrement appel à des audits de sécurité spécifiques pour confirmer le niveau de sécurité atteint.

Finalement, la Banque a prorogé la souscription d'un certain nombre de polices d'assurance dans le but de se prémunir contre des pertes financières éventuelles en rapport avec la matérialisation d'un risque opérationnel. Ces polices d'assurance couvrent les principaux domaines d'activité. Une partie de ces risques est prise en charge par la société de réassurance BCEE Ré.





Progression soutenue de la rentabilité

Les résultats financiers de la Banque au 31 décembre 2006 sont en progression soutenue par rapport à ceux affichés pour l'exercice 2005.

Le produit bancaire a enregistré une croissance de 7,0% pour se situer à 402,6 millions d'euros fin 2006. La marge nette d'intérêt est en hausse grâce à la hausse de l'encours des crédits et des dépôts, et de l'augmentation de la rémunération des fonds propres et autres dépôts de la Banque. Le résultat sur marge d'intérêts progresse de 10,6% suite à l'augmentation des revenus impactés par les hausses de taux d'intérêt décidées par la Banque Centrale et par le développement des activités de la Banque.

Les revenus de valeurs mobilières à revenu variable ont connu une forte progression, principalement en raison de dividendes plus élevés générés par certaines des participations stratégiques de la Banque.

Le résultat sur opérations financières a fortement augmenté par rapport à l'année dernière.

En revanche, les autres produits d'exploitation sont en recul, ceci surtout en raison de l'absence en 2006 de certaines plus-values importantes réalisées en 2005.

Grâce à une politique rigoureuse de maîtrise des coûts, la Banque a pu limiter la croissance de ses frais généraux totaux à 2,6%. Les frais de personnel, qui en constituent la principale composante, ont été maîtrisés par la stabilisation du nombre de postes de travail externes et par le remplacement sélectif des départs en retraite. D'importants projets de « reengineering » et d'automatisation des processus contribuent à améliorer constamment la productivité. Ces éléments ont permis de compenser l'effet de la croissance structurelle des frais de personnel tout en préservant la qualité du service rendu.

En ligne avec sa politique de prudence, la Banque a constitué des corrections de valeur couvrant l'ensemble des risques identifiés en cours d'année et a renfloué le stock des provisions générales.

Compte tenu des éléments qui précèdent, la Banque peut afficher, pour l'exercice 2006, un bénéfice net de 109,0 millions d'euros contre 99,8 millions d'euros un an plus tôt, en hausse de 9,2 millions d'euros (+9,3%).

Ce résultat permet à la Banque de renforcer ses fonds propres, dont le niveau est largement suffisant pour répondre aux normes communautaires en matière de solvabilité avec un ratio intégré d'adéquation des fonds propres au 31 décembre 2006 de 12,15% et un Tier 1 ratio de 9,29%. L'expansion du volume des affaires dans les années à venir est ainsi assurée.



Perspectives pour l'année 2007

En ce début de l'année 2007, l'économie mondiale est confrontée à un rééquilibrage de la croissance entre différentes zones géographiques tout en poursuivant sa trajectoire d'expansion soutenue, entamée depuis quelques années déjà. Les indicateurs économiques en Europe suggèrent la continuité du mouvement de reprise à un niveau de croissance un peu inférieur à celui constaté en 2006.

L'environnement boursier dans les principaux pays reste porteur, compte tenu de l'abondance des liquidités au niveau mondial, favorisée par de l'argent encore assez bon marché.

Compte tenu de ces perspectives économiques encourageantes, la BCEE est confiante en sa capacité à développer ses activités de banque universelle en 2007.


L'amélioration constante de la qualité du service au client restera la préoccupation principale et prioritaire de la Banque également en 2007.

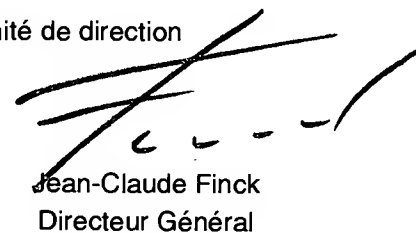
En février 2007, l'agence de notation Moody's a relevé la notation Aa1, détenue par la BCEE depuis l'exercice 1994, à la notation maximale « Triple A (Aaa) », confirmant une fois de plus la qualité et la solidité de la BCEE en tant que banque de dépôt et de crédit.

Des événements importants, mettant en cause la marche normale des affaires de la Banque, ne se sont pas produits après la clôture de l'exercice 2006.

Luxembourg, le 1er mars 2007

Pour le Comité de direction


Michel Birel
Directeur Général adjoint


Jean-Claude Finck
Directeur Général

RAPPORT DU REVISEUR D'ENTREPRISES

Au conseil d'administration de la

Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg



Conformément au mandat donné par le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, sur proposition du Conseil d'administration de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, nous avons effectué l'audit des comptes annuels ci-joints de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, comprenant le bilan au 31 décembre 2006 ainsi que le compte de profits et pertes pour l'exercice clos à cette date, et des annexes contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives.

Responsabilité du Comité de direction et du Conseil d'administration dans l'établissement et la présentation des comptes annuels

L'établissement et la présentation sincère des comptes annuels sont de la responsabilité du Comité de direction et font l'objet d'une approbation par le Conseil d'administration, conformément à la loi organique du 24 mars 1989 et aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et la présentation de comptes annuels en vigueur au Luxembourg. Cette responsabilité comprend : la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère des comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Responsabilité du réviseur d'entreprises

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces comptes annuels sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes Internationales d'Audit telles qu'adoptées par l'Institut des réviseurs d'entreprises. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives.

Audit.Tax.Consulting.Financial Advisory.

Member of
 Deloitte Touche Tohmatsu

Deloitte.



Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les comptes annuels. Le choix des procédures relève du jugement du réviseur d'entreprises, de même que l'évaluation du risque que les comptes annuels contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En procédant à ces évaluations du risque, le réviseur d'entreprises prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation sincère des comptes annuels afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci.

Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites sous la responsabilité du Comité de direction et approuvé par le Conseil d'administration, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des comptes annuels. Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion

A notre avis, les comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg au 31 décembre 2006, ainsi que des résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et la présentation des comptes annuels en vigueur au Luxembourg.

Le rapport de gestion, qui relève de la responsabilité du Comité de Direction et fait l'objet d'une approbation par le Conseil d'administration, est en concordance avec les comptes annuels.

Deloitte SA
Réviseur d'entreprises



Martin Flaumet
Partner



Beroit Schaus
Partner

Le 1^{er} mars 2007

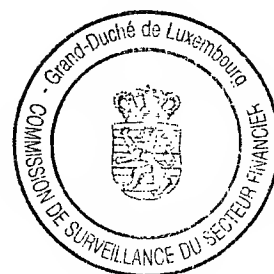
**BILAN AU 31 DECEMBRE 2006 EN EUROS**

ACTIF	Notes^(*)	2005	(en euros) 2006
Caisse, avoirs auprès des banques centrales et des offices des chèques postaux	5.1.	691.269.651	1.179.943.094
Effets publics et autres effets admissibles au refinancement auprès de la Banque centrale: <i>effets publics et valeurs assimilées</i>	5.1., 5.11.	3.158.536.865 3.158.536.865	2.666.410.540 2.666.410.540
Créances sur les établissements de crédit:	5.1., 5.13.	12.700.546.985	11.903.960.483
a. à vue		539.153.474	393.370.501
b. autres créances		12.161.393.511	11.510.589.982
Créances sur la clientèle	5.1., 5.13	8.941.725.548	9.227.779.337
Opérations de crédit-bail	5.1.	49.929.296	60.724.728
Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe:	5.1., 5.2., 5.9,	12.386.685.562	14.260.328.896
a. des émetteurs publics	5.11., 5.13.	482.817.078	217.433.879
b. d'autres émetteurs		11.903.868.484	14.042.895.017
Actions et autres valeurs mobilières à revenu variable	5.1, 5.3.	170.833.850	214.005.519
Participations	5.4., 5.8., 5.9.	73.673.074	88.756.087
Parts dans des entreprises liées	5.5., 5.8., 5.9.	6.790.562	7.690.682
Actifs corporels	5.6., 5.9.	221.916.412	212.069.695
Autres actifs	5.7.	210.464.256	245.631.680
Comptes de régularisation	5.10.	707.088.076	815.467.699
TOTAL ACTIF	5.14, 8.1	39.319.460.137	40.882.768.440
HORS-BILAN			
Passifs éventuels	7.1.	1.463.628.092	1.776.310.492
dont: - cautionnements et actifs donnés en garantie		233.771.270	229.754.707

(*) les notes renvoient à l'annexe

PASSIF	Notes ^(*)	(en euros)	
		2005	2006
Dettes envers les établissements de crédit:	6.1.	10.753.797.362	11.265.979.870
a. à vue		332.563.763	491.622.900
b. à terme ou à préavis		10.421.233.599	10.774.356.970
Dettes envers la clientèle:	6.1.	16.976.835.392	18.258.559.458
a. dépôts d'épargne		3.947.179.035	3.870.529.341
b. autres dettes à vue		3.327.644.399	3.349.267.489
à terme ou à préavis		9.702.011.958	11.038.762.628
Dettes représentées par un titre:	6.1	8.433.630.166	8.063.032.796
a. bons et obligations en circulation		467.020.003	416.777.123
b. autres		7.966.610.163	7.646.255.673
Autres passifs	6.2.	380.156.783	379.009.258
Comptes de régularisation	6.3.	631.503.043	718.628.872
Provisions:		172.188.513	195.531.362
a. provisions pour impôts		8.922.460	13.324.762
b. autres provisions		163.266.053	182.206.600
Passifs subordonnés	6.1., 6.4.	568.804.369	506.932.374
Postes spéciaux avec une quote-part de réserves	6.5.	24.030.790	28.530.772
Fonds pour risques bancaires généraux		195.046.532	204.046.532
Capital	6.6.	173.525.467	173.525.467
Réserves	9.4.	910.187.657	979.941.720
Résultat de l'exercice	3.	99.754.063	109.049.959
TOTAL PASSIF	6.7.	39.319.460.137	40.882.768.440
HORS-BILAN			
Engagements	7.2.	2.641.157.078	3.005.506.033
Opérations fiduciaires	7.4.	4.448.685.306	4.394.672.602

(*) les notes renvoient à l'annexe





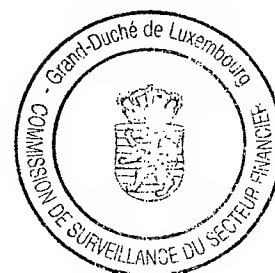
COMPTES DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 2006

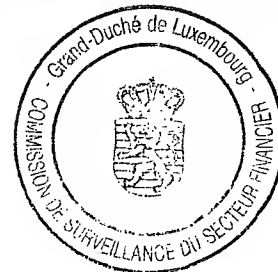
	<u>Notes</u> ^(*)	2005	(en euros) 2006
Intérêts et produits assimilés		2.360.931.217	3.059.889.252
- sur valeurs mobilières à revenu fixe		572.306.814	676.542.985
Intérêts et charges assimilées	6.4.	-2.109.908.225	-2.782.174.029
Revenus de valeurs mobilières		30.934.451	37.256.100
- revenus d'actions, de parts et d'autres valeurs mobilières à revenu variable		2.967.612	3.707.630
- revenus de participations		18.693.942	20.957.129
- revenus de parts dans des entreprises liées		9.272.897	12.591.341
Commissions perçues		90.939.997	93.361.897
Commissions versées		-23.713.530	-25.925.195
Résultat provenant d'opérations financières		12.162.453	20.887.710
Autres produits d'exploitation	9.2.	33.386.743	26.335.895
Frais généraux administratifs:		-211.418.226	-218.434.349
- frais de personnel	10.1., 10.2.	-151.629.921	-159.187.427
dont: salaires et traitements		-116.983.172	-121.939.647
charges sociales		-30.857.810	-32.790.528
dont: charges sociales couvrant les pensions		-24.900.854	-26.696.912
- autres frais administratifs	10.3	-59.788.304	-59.246.922
Corrections de valeur sur actifs incorporels et corporels		-26.577.862	-25.838.148
Autres charges d'exploitation	9.3.	-18.393.914	-27.022.190
Corrections de valeur sur créances et provisions pour passifs éventuels et pour engagements (montant net)		-12.760.747	-14.172.186
Reprises de corrections de valeur sur valeurs mobilières ayant le caractère d'immobilisations financières, sur participations et sur parts dans des entreprises liées (montant net)		3.045.201	2.332.639
A REPORTER:		128.627.558	146.497.396

(*) les notes renvoient à l'annexe

	<u>Notes</u> ^(*)	2005	(en euros) 2006
REPORT:		128.627.558	146.497.396
Produits provenant de la dissolution de "postes spéciaux avec une quote-part de réserves" (montant net)		-981.487	-4.499.982
Dotations au fonds pour risques bancaires généraux		-9.000.000	-9.000.000
Impôts sur le résultat provenant des activités ordinaires	9.4.	-19.088.613	-23.692.528
Résultat provenant des activités ordinaires après impôts		99.557.458	109.304.886
Produits exceptionnels	9.5.	448.071	-
Résultat exceptionnel		448.071	-
Autres impôts ne figurant pas sous les postes ci-dessus		-251.466	-254.927
RESULTAT DE L'EXERCICE		99.754.063	109.049.959
AFFECTATION DU BENEFICE DISPONIBLE	3.		
BENEFICE DISPONIBLE			
Bénéfice reporté		-	-
Bénéfice de l'exercice		99.754.063	109.049.959
TOTAL		99.754.063	109.049.959
AFFECTATION DU BENEFICE			
Distribution de bénéfice		30.000.000	30.000.000
Transfert aux réserves		69.754.063	79.049.959
Solde à reporter à nouveau		-	-
TOTAL		99.754.063	109.049.959

(*) les notes renvoient à l'annexe





ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS AU 31 DECEMBRE 2006

NOTE 1

GENERALITES

La Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg (ci-après « La Banque »), instituée par la loi du 21 février 1856 et régie par la loi du 24 mars 1989, est un établissement public autonome, doté de la personnalité juridique. Elle est placée sous la haute surveillance du membre du Gouvernement ayant le département du Trésor dans ses attributions.

Le siège de la Banque est à Luxembourg.

Dans les limites fixées par les lois et règlements applicables aux établissements de crédit, la Banque a pour objet de faire toutes opérations bancaires et financières ainsi que toutes opérations analogues, connexes ou accessoires à celles-ci.

NOTE 2

PRINCIPALES METHODES COMPTABLES

Les méthodes comptables de la Banque sont conformes à la réglementation en vigueur au Grand-Duché de Luxembourg et notamment à la loi du 17 juin 1992 relative aux comptes annuels et comptes consolidés des établissements de crédit, amendée par la loi du 16 mars 2006.

L'exercice social coïncide avec l'année civile.

Par application de l'article 83 de la loi précitée, la Banque n'a pas établi de comptes consolidés au 31 décembre 2006 compte tenu de la faible importance des sociétés entrant dans le périmètre de consolidation.

2.1. ACTIFS IMMOBILISES

2.1.1. ACTIFS INCORPORELS

Les actifs incorporels sont comptabilisés au bilan au prix d'acquisition ou au coût de revient, diminué des corrections de valeur cumulées.

Les corrections de valeur sur actifs incorporels sont calculées de manière linéaire au taux annuel de 20%.

2.1.2. ACTIFS CORPORELS

Les actifs corporels sont repris au bilan au prix d'acquisition ou au coût de revient, diminué des corrections de valeur cumulées.

Les corrections de valeur sur les constructions sont calculées de manière linéaire au taux de 2% l'an.

Les corrections de valeur sur les installations techniques, le matériel et le mobilier sont calculées de manière linéaire à des taux tenant compte de la durée de vie estimée des biens. Les taux d'amortissement pour les postes les plus importants sont les suivants:

logiciels	33,3%
matériel informatique	25,0%
matériel de transport	20,0%
installations de sécurité	12,5%
matériel de bureau	10,0%

Le matériel et le mobilier dont le prix d'acquisition ne dépasse pas 870 euros ou dont la durée usuelle d'utilisation est inférieure à une année sont directement repris dans les charges de l'exercice.

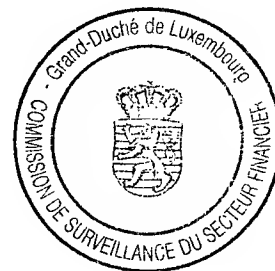
2.1.3. IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Les obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe ainsi que les participations et les parts dans des entreprises liées ayant le caractère d'immobilisations sont enregistrées au coût d'acquisition.

En vertu des dispositions de l'article 56 de la loi modifiée du 17 juin 1992 relative aux comptes annuels des établissements de crédit, la Banque a opté pour l'évaluation au prix d'acquisition des effets publics et des valeurs mobilières à revenu fixe faisant partie du portefeuille des immobilisations financières (dont les « Asset Swaps »). Lorsque les conditions requises par la législation pour l'évaluation au prix d'acquisition ne sont pas respectées, la méthode du « lower of cost or market » est d'application.

L'agio (différence positive entre la valeur d'acquisition et la valeur de remboursement des titres) et le disagio (différence négative entre la valeur d'acquisition et la valeur de remboursement) sont respectivement amortis et proratisés sur la durée de détention des titres. L'amortissement de l'agio et la proratisation du disagio se font à travers les postes d'intérêts du compte de profits et pertes et les comptes de régularisation du bilan.

Les participations et les parts dans des entreprises liées ayant le caractère d'immobilisations sont évaluées au plus bas du prix d'acquisition ou du prix du marché. Les dépréciations constatées font l'objet de corrections de valeur, en fonction de leur caractère durable.





2.2. ACTIFS CIRCULANTS

2.2.1. OBLIGATIONS ET AUTRES VALEURS MOBILIERES A REVENU FIXE

Les valeurs mobilières autres que celles destinées à servir de façon durable à l'activité de la Banque sont considérées comme des actifs circulants.

Les obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe sont enregistrées au coût d'acquisition.

Les titres du portefeuille de négociation sont comptabilisés au bilan à leur valeur de marché selon la méthode du « mark to market ». La différence positive ou négative entre cette valeur et la valeur comptable existante est comptabilisée en tant que résultat provenant d'opérations financières. La valeur d'évaluation est définie comme étant le cours boursier du jour de l'établissement des comptes annuels ou, à défaut, la valeur probable de réalisation ou le cours qui reflète le mieux la valeur intrinsèque des titres détenus.

En ce qui concerne les valeurs mobilières émises sur une base escomptée (« Discounted Debentures »), celles-ci sont enregistrées au bilan à leur valeur d'acquisition. Le disagio représentant la différence entre la valeur d'émission (d'acquisition) et la valeur de remboursement (de cession) constitue le seul revenu sur cette catégorie de titres. Le revenu en question est réparti sur la durée de détention à travers les postes d'intérêts du compte de profits et pertes et les comptes de régularisation du bilan.

2.2.2. ACTIONS ET AUTRES VALEURS MOBILIERES A REVENU VARIABLE

Les actions et autres valeurs mobilières à revenu variable sont reprises au bilan à leur prix d'acquisition, y compris tous les frais accessoires. Ces titres sont évalués au plus bas du prix d'acquisition ou du prix de marché, c'est-à-dire avec constitution de corrections de valeur, lorsque la valeur d'évaluation des titres est inférieure à leur prix d'acquisition. La Banque a retenu le principe de l'évaluation suivant le « Beibehaltungsprinzip », c'est-à-dire avec maintien des corrections de valeur antérieurement constituées, lorsque celles-ci s'avèrent supérieures à celles qui auraient dû être constituées par application de la méthode d'évaluation au "lower of cost or market" à la clôture de l'exercice suivant.

Les plus-values non réalisées sont négligées.

2.2.3. CREANCES

Les prêts et crédits sont renseignés à leur valeur nominale, les intérêts courus et non échus étant enregistrés au poste « Comptes de régularisation » qui figure à l'actif du bilan. Pour les créances jugées douteuses, la Banque constitue des corrections de valeur spécifiques qui sont déduites des postes d'actif concernés.

2.2.4. OPERATIONS DE CREDIT-BAIL

Les créances résultant des opérations de crédit-bail sont renseignées à leur valeur nette, c'est-à-dire à la valeur d'acquisition diminuée des corrections de valeur cumulées des biens faisant l'objet des opérations de crédit-bail. La part des loyers perçus sur ces opérations, représentant la rémunération du capital, est comptabilisée au compte de profits et pertes.

2.2.5. CORRECTIONS DE VALEUR SUR CREANCES DOUTEUSES ET CREANCES IRRÉCUPERABLES

La Banque a pour politique de constituer des corrections de valeur spécifiques destinées à couvrir les risques de pertes et de non-recouvrement sur les créances en portefeuille.

Les corrections de valeur qui en résultent viennent en déduction des postes de l'actif concernés, tandis que les provisions portant sur les postes du hors-bilan sont renseignées au passif à la rubrique « Provisions: autres provisions ».

2.3. PRIX D'ACQUISITION DES ELEMENTS D'ACTIF DE MEME CATEGORIE

Le mode d'évaluation appliqué par la Banque à tous les éléments de même catégorie est la méthode « premier entré - premier sorti » (FIFO).

2.4. FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX

En accord avec l'article 63 de la loi modifiée relative aux comptes des établissements de crédit, la Banque a constitué un fonds destiné à la couverture des risques bancaires généraux. Ce fonds est renseigné séparément au passif du bilan. Les dotations au « Fonds pour risques bancaires généraux » ne sont pas déductibles fiscalement.

2.5. CONVERSION DES DEVISES

La comptabilité de la Banque est tenue en euros.

Les avoirs et les engagements libellés en devises autres que celles faisant partie de la zone euro ont été convertis aux cours au comptant en vigueur à la date de clôture de l'exercice. Les différences de change qui résultent de cette conversion sont enregistrées en compte de profits et pertes pour autant qu'elles ne proviennent pas de postes couverts expressément par une opération de change à terme.

Les revenus et charges en devises sont convertis en euros aux cours de change applicables à la date de leur comptabilisation.

Les postes au comptant couverts par des opérations à terme, de même que les postes à terme couverts au comptant sont considérés comme neutres par rapport aux fluctuations des cours de change des devises. La différence d'évaluation qui peut en découler est neutralisée sans que le résultat de l'exercice en soit affecté.

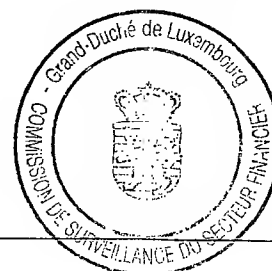
Les postes en devises à terme non couverts au comptant et non échus à la date de clôture sont évalués sur base des cours de change valables pour le terme restant à courir à la date du bilan. Les moins-values résultant de ces évaluations sont provisionnées, tandis que les plus-values sont négligées.

2.6. INSTRUMENTS FINANCIERS DERIVES

Les engagements éventuels de la Banque qui résultent des instruments financiers dérivés tels que swaps de taux d'intérêt, « forward rate agreements », « financial futures » et options sont enregistrés pour leur valeur notionnelle à la date de transaction dans les comptes du hors-bilan.

A la date du bilan, une provision est constituée pour les moins-values individuelles non réalisées, constatées lors de l'évaluation au cours du marché des opérations à terme non encore venues à échéance. Cette provision est enregistrée sous le poste « Provisions: autres provisions ». Les plus-values non réalisées sont négligées.

Dans le cas où l'instrument financier couvre un poste d'actif ou de passif spécifique pour lequel l'unité économique est établie, aucune provision n'est constituée.



2.7. PROVISION FORFAITAIRE

Dans le cadre des limites admises par la législation fiscale luxembourgeoise, la Banque a procédé à la constitution d'une provision forfaitaire visant à couvrir les pertes éventuelles sur les actifs à risques. Cette provision a pour objectif la couverture des risques probables mais non encore identifiés au moment de l'établissement des comptes annuels.

La partie de la provision forfaitaire qui se rapporte au bilan vient en déduction des postes de l'actif, alors que la partie qui se rapporte aux postes de hors-bilan est enregistrée sous forme d'une provision pour risques et charges au passif du bilan à la rubrique « Provisions: autres provisions ».

NOTE 3**AFFECTATION DU BENEFICE DISPONIBLE**

Le bénéfice net de l'exercice 2006 de 109,05 millions d'euros (99,75 millions d'euros en 2005) a été affecté à hauteur de 79,05 millions d'euros aux réserves après distribution d'un bénéfice de 30 millions d'euros à l'Etat luxembourgeois, propriétaire de la BCEE.

Lors de cette affectation, un compte de réserve spécial est alimenté pour un montant correspondant au quintuple de l'impôt sur la fortune afin de bénéficier de l'exonération de cet impôt pour l'exercice 2006. Suivant les dispositions fiscales en vigueur, ce compte de réserve au bilan restera bloqué pour une période de 5 ans.

NOTE 4**ASSOCIATION POUR LA GARANTIE DES DEPOTS**

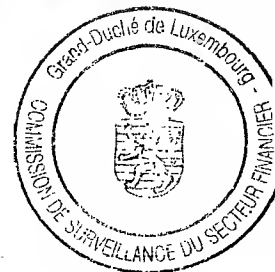
En date du 25 septembre 1989, la Banque a adhéré en tant qu'associé à l'« Association pour la garantie des dépôts, Luxembourg » (AGDL) ayant pour objectif exclusif de constituer un système de garantie mutuelle des dépôts et des services d'investissement des établissements de crédit membres de l'association en faveur des clients personnes physiques et des sociétés d'une dimension telle qu'elles sont autorisées à établir un bilan abrégé conformément à l'article 35 de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant les sociétés commerciales ainsi que celles de dimension comparable relevant du droit d'un autre Etat membre de l'Union européenne. Aux 31 décembre 2005 et 2006, la Banque a constitué une provision pour les engagements éventuels futurs liés à son adhésion à l'AGDL.



**NOTE 5****RENSEIGNEMENTS SUR LES POSTES DE L'ACTIF****5.1. ANALYSE D'UNE PARTIE DES POSTES DE L'ACTIF****a. Echancier des actifs financiers primaires**

Les actifs financiers primaires sont répartis comme suit en fonction de leur durée résiduelle:

31.12.2006 en millions d'euros	Endéans 3 mois	3-12 mois	1-5 ans	Au-delà de 5 ans	Total 2006
Caisse, avoirs auprès des banques centrales et des offices de chèques postaux	1.179,94	-	-	-	1.179,94
Effets publics et autres effets admissibles au refinancement auprès de la Banque centrale (hors portefeuille de négociation)	115,09	33,16	303,69	2.212,71	2.664,65
Créances sur les établissements de crédit	9.538,82	2.202,85	162,29	-	11.903,96
Créances sur la clientèle	1.382,75	241,37	755,88	6.847,78	9.227,78
Crédit-bail	0,76	4,16	49,53	6,27	60,72
Obligations et autres valeurs à revenu fixe (hors portefeuille de négociation)	872,13	2.049,85	8.253,04	3.060,07	14.235,09
	<u>13.089,49</u>	<u>4.531,39</u>	<u>9.524,43</u>	<u>12.126,83</u>	<u>39.272,14</u>
31.12.2005 en millions d'euros	Endéans 3 mois	3-12 mois	1-5 ans	Au-delà de 5 ans	Total 2005
Caisse, avoirs auprès des banques centrales et des offices de chèques postaux	691,27	-	-	-	691,27
Effets publics et autres effets admissibles au refinancement auprès de la Banque centrale (hors portefeuille de négociation)	70,14	818,77	575,00	1.689,61	3.153,52
Créances sur les établissements de crédit	11.081,02	1.286,56	322,97	10,00	12.700,55
Créances sur la clientèle	1.876,32	201,77	933,27	5.930,37	8.941,73
Crédit-bail	0,96	3,95	42,23	2,79	49,93
Obligations et autres valeurs à revenu fixe (hors portefeuille de négociation)	949,27	1.802,47	7.511,43	2.055,10	12.318,27
	<u>14.668,98</u>	<u>4.113,52</u>	<u>9.384,90</u>	<u>9.687,87</u>	<u>37.855,27</u>



b. Créances sur les entreprises liées ou avec lesquelles existe un lien de participation

Les créances sur des entreprises liées ou avec lesquelles existe un lien de participation sont réparties de la façon suivante:

	Participations		Parts dans les entreprises liées	
en millions d'euros	2005	2006	2005	2006
Créances sur la clientèle	122,61	45,76	8,21	2,61

c. Avances et crédits accordés aux membres des organes d'administration et de direction de la Banque

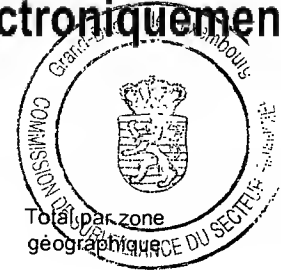
Les avances et crédits accordés aux membres des organes d'administration et de direction de la Banque se présentent comme suit:

	31.12.2005	31.12.2006 en millions d'euros
Organe d'administration	1,06	1,01
Organe de direction (5 directeurs)	0,24	0,38
Total	1,30	1,39

d. Crédit bail

Ces opérations se répartissent de la façon suivante entre les établissements de crédit et la clientèle:

	31.12.2005	31.12.2006 en millions d'euros
Opérations avec des établissements de crédit	0,36	0,28
Opérations avec la clientèle	49,56	60,44
Total	49,92	60,72



e. Répartition de certains postes d'actifs par zone géographique

31.12.2006 en millions d'euros	Créances sur les établissements de crédit	Créances sur la clientèle	Crédit bail	Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe	Actions et autres valeurs mobilières à revenu variable	Total par zone géographique
Europe de l'Ouest	11.463,85	9.157,47	60,72	10.982,46	184,28	31.848,78
Europe de l'Est	91,21	29,17	-	157,71	0,01	278,10
Amérique du Nord	18,29	5,17	-	1.609,12	1,27	1.633,85
Amérique latine	-	7,21	-	3,06	0,01	10,28
Asie	288,92	0,70	-	38,07	1,65	329,34
Supranationaux	-	-	-	183,07	-	183,07
Autres	41,69	28,06	-	1.286,84	26,78	1.383,37
Total	11.903,96	9.227,78	60,72	14.260,33	214,00	35.666,79

31.12.2005 en millions d'euros	Créances sur les établissements de crédit	Créances sur la clientèle	Crédit bail	Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe	Actions et autres valeurs mobilières à revenu variable	Total par zone géographique
Europe de l'Ouest	12.423,72	8.865,32	49,93	9.244,87	162,30	30.746,14
Europe de l'Est	85,47	37,09	-	136,15	-	258,71
Amérique du Nord	45,09	8,60	-	1.068,13	3,89	1.125,71
Amérique latine	-	5,79	-	3,38	0,01	9,18
Asie	135,01	1,06	-	297,71	4,63	438,41
Supranationaux	-	-	-	245,82	-	245,82
Autres	11,26	23,87	-	1.390,63	-	1.425,76
Total	12.700,55	8.941,73	49,93	12.386,69	170,83	34.249,73

5.2. OBLIGATIONS ET AUTRES VALEURS MOBILIERES A REVENU FIXE

Ce poste comprend les titres de créance considérés ou non comme des immobilisations financières, cotés en bourse ou susceptibles de l'être, et émis par des établissements de crédit, des entreprises ou des organismes publics, dans la mesure où ils ne sont pas déjà intégrés dans un autre poste du bilan.

a. Les titres ayant une durée de vie résiduelle inférieure à un an représentent un montant net de 2.947,22 millions d'euros au 31 décembre 2006, contre 2.820,15 millions d'euros au 31 décembre 2005.

b. Les valeurs mobilières cotées et non cotées sont ventilées comme suit :

	31.12.2005	31.12.2006 en millions d'euros
Valeurs admises à une cote officielle	9.170,46	10.841,11
Valeurs non admises à une cote officielle	3.216,23	3.419,22
Total	12.386,69	14.260,33

c. Les obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe sont considérées comme des immobilisations financières lorsqu'elles sont destinées à servir de façon durable à l'activité de la Banque. Le caractère durable a été défini par le Comité de direction comme l'intention d'une détention à long terme ou jusqu'à l'échéance des titres. Les autres titres font partie des portefeuilles de négociation et de placement.

La répartition des "Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe" entre les titres présentant le caractère d'immobilisations financières et ceux considérés comme faisant partie des actifs circulants se présente comme suit:

	31.12.2005	31.12.2006 en millions d'euros
Titres du portefeuille des immobilisations financières	6.801,23	7.127,31
Titres du portefeuille de placement	5.517,04	7.107,77
Titres du portefeuille de négociation	68,42	25,25
Total	12.386,69	14.260,33

d. Au 31 décembre 2006 la différence entre la valeur d'acquisition et la valeur supérieure de marché des titres du portefeuille de négociation évalués au « mark to market » est de 0,40 millions d'euros, contre 2,04 millions au 31 décembre 2005.

e. Au 31 décembre 2006, la valeur de marché des immobilisations financières s'élève à 7.196,81 millions d'euros, contre 6.999,09 millions d'euros au 31 décembre 2005.

5.3. ACTIONS ET AUTRES VALEURS MOBILIERES A REVENU VARIABLE

a. Ce poste comprend des actions, parts sociales, parts d'organismes de placement collectif et autres valeurs à revenu variable cotées ou non en bourse.

Les actions et autres valeurs mobilières à revenu variable, cotées et non cotées, sont ventilées comme suit:

	31.12.2005	31.12.2006 en millions d'euros
Valeurs admises à une cote officielle	103,87	137,75
Valeurs non admises à une cote officielle	66,96	76,25
Total	170,83	214,00

b. La répartition des actions et autres valeurs mobilières à revenu variable entre portefeuille de placement et portefeuille de négociation se présente comme suit:

	31.12.2005	31.12.2006 en millions d'euros
Titres du portefeuille de placement	149,16	161,71
Titres du portefeuille de négociation	21,67	52,29
Total	170,83	214,00

c. La valeur de marché des titres du portefeuille de négociation est de 52,35 millions d'euros au 31 décembre 2006 contre 21,73 millions d'euros au 31 décembre 2005.



d. L'application du « Beibehaltungsprinzip » a permis à la Banque de conserver des corrections de valeur constituées antérieurement pour un montant de 31,39 millions d'euros au 31 décembre 2006 (32,18 millions d'euros au 31 décembre 2005).

5.4. PARTICIPATIONS

a. Les participations cotées et non cotées sont ventilées comme suit:

	31.12.2005	31.12.2006 en millions d'euros
Valeurs admises à une cote officielle	30,86	29,80
Valeurs non admises à une cote officielle	42,81	58,96
Total	73,67	88,76

b. Au 31 décembre 2006, les participations dans des établissements de crédit représentent un montant de 18,34 millions d'euros contre 1,01 millions au 31 décembre 2005.

5.5. PARTS DANS DES ENTREPRISES LIEES

a. Les parts dans des entreprises liées cotées et non cotées sont ventilées comme suit:

	31.12.2005	31.12.2006 en millions d'euros
Valeurs non admises à une cote officielle	6,79	7,69
Total	6,79	7,69

b. Aux 31 décembre 2006 et 2005, la Banque ne détient pas de parts dans des entreprises liées qui sont des établissements de crédit.

5.6. ACTIFS CORPORELS

Les terrains et constructions utilisés par la Banque dans le cadre de son activité propre sont intégrés dans le poste des actifs corporels pour un montant net (prix d'acquisition moins corrections de valeur cumulées) de 175,36 millions d'euros au 31 décembre 2006, contre 181,55 millions d'euros au 31 décembre 2005.

5.7. AUTRES ACTIFS

Ce poste se décompose de la façon suivante:

	31.12.2005	31.12.2006 en millions d'euros
Valeurs à recevoir à court terme	37,21	52,07
Investissement du fonds de pension	166,87	180,96
Métaux précieux	0,14	0,56
Autres	6,24	12,04
Total	210,46	245,63



5.8. ENTREPRISES DANS LESQUELLES LA BANQUE DETIENT AU MOINS VINGT POUR CENT DU CAPITAL

Dénomination et siège	Parts détenues en %	Comptes annuels arrêtés au	Unités monét.	Fonds propres (*) millions de	Résultat de l'exercice (*) devise du bilan
Bourbon Immobilière S.A., Luxembourg	99,90	31.12.05	EUR	0,33	0,16
Luxembourg State and Savings Bank Trust Company S.A., Luxembourg	99,90	31.12.05	EUR	6,08	6,90
BCEE Rê S.A., Luxembourg	99,90	31.12.05	EUR	2,48	-
Luxbond Advisory S.A., Luxembourg	93,47	31.12.05	EUR	0,08	2,89
Lux-Garantie Advisory S.A., Luxembourg	87,00	30.09.06	EUR	0,08	-
Lux-Croissance Advisory S.A., Luxembourg	85,50	30.09.06	EUR	0,08	2,04
Luxcash Advisory S.A., Luxembourg	85,33	31.12.05	EUR	0,08	2,39
Lux-World Fund Advisory S.A., Luxembourg	82,77	30.09.06	EUR	0,08	0,64
Lux Index US Advisory	76,50	31.03.06	USD	0,09	0,35
Lux-Protect Advisory, Luxembourg	89,25	31.03.06	EUR	0,11	0,24
Lux-Investment Advisors	80,00	31.12.05	EUR	0,14	0,06
Lux-Pension Advisory	79,00	31.03.06	EUR	0,10	0,17
La Luxembourgeoise-Vie S.A. d'Assurances, Luxembourg	40,00	31.12.05	EUR	49,22	8,99
La Luxembourgeoise S.A. d'Assurances, Luxembourg	40,00	31.12.05	EUR	83,77	16,41
Europay Luxembourg S.C., Luxembourg	27,00	31.12.05	EUR	1,88	0,20
Visalux S.C., P. Nom, Luxembourg	26,77	31.12.05	EUR	2,07	0,38
Cetrel, Centre de Transferts Electroniques, S.C., Luxembourg	26,53	31.12.05	EUR	5,88	0,43
Parking du Théâtre S.A., Luxembourg	26,23	31.12.05	EUR	0,31	0,34
Société de la Bourse de Luxembourg S.A., Luxembourg	22,74	31.12.05	EUR	33,63	5,54
Société Nationale de Contrôle Technique S.à r.l., Luxembourg	20,00	31.12.05	EUR	8,38	0,34

(*) Données extraites des derniers comptes disponibles





5.9. MOUVEMENTS DES ACTIFS IMMOBILISES

Les mouvements enregistrés au cours de l'exercice 2006 sur les postes de l'actif immobilisé se présentent comme suit:

Montants
en millions
d'euros

IMMOBILISATIONS						Corrections de valeur à la clôture de l'exercice		
POSTES	Valeur brute au début de l'exercice	Entrées	Sorties	Ecart de change	Valeur brute à la clôture de l'exercice	Corrections cumulées	Reprises cumulées	Valeur nette à la clôture de l'exercice
Immobilisations financières								
Participations	76,44	17,35	-2,21	-0,34	91,24			
Parts des entreprises liées	6,87	0,91	-	-	7,78			
Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe	6.848,99	2.343,08	-1.859,36	-157,15	7.175,57			
Total des Immobilisations financières	6.932,30	2.361,34	-1.861,57	-157,48	7.274,59	-50,82		7.223,77
Actifs corporels								
Terrains et constructions	268,22	0,19	-0,05	-	268,36	-93	-	175,36
Installations techniques	96,62	15,39	-18,94	-	93,07	-76,41	18,95	35,61
Autres installations, outillage et mobilier	3,55	0,37	-0,51	-	3,41	-2,31	-	1,10
Total des Actifs corporels	368,39	15,95	-19,50	-	364,84	-171,72	18,95	212,07
TOTAL DES ACTIFS IMMOBILISES	7.300,69	2.377,29	-1.881,07	-157,50	7.639,42	-203,59		7.435,83

5.10. COMPTES DE REGULARISATION - ACTIF

Au 31 décembre 2006, le disagio cumulé comptabilisé aux comptes de régularisation à l'actif du bilan se chiffre à 14,10 millions d'euros (12,79 millions d'euros au 31 décembre 2005) pour le portefeuille des immobilisations financières et 1,27 millions d'euros (25,09 millions d'euros au 31 décembre 2005) pour les obligations à coupon zéro du portefeuille de placement.

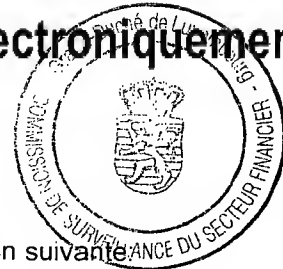
En ce qui concerne les valeurs mobilières émises sur une base escomptée (« Discounted Debentures »), la différence positive entre le montant à rembourser à l'échéance finale des titres émis et le montant actualisé au 31 décembre 2006 se chiffre à 18,85 millions d'euros, contre 22,10 millions d'euros au 31 décembre 2005.

5.11. OPERATIONS DE MISE EN PENSION

Au 31 décembre 2006, les actifs ayant fait l'objet de conventions de vente avec rachat ferme représentent un montant de 3.270,84 millions d'euros contre 3.346,06 millions d'euros au 31 décembre 2005.

5.12. ACTIFS DONNES EN GARANTIE

Au 31 décembre 2006, les actifs donnés en garantie pour compte propre représentent majoritairement le dépôt auprès de la Banque centrale à hauteur de 4.636,56 millions d'euros, contre 4.027,03 au 31 décembre 2005.

**5.13. ACTIFS SUBORDONNES**

Les actifs présentant un caractère subordonné détenus par la Banque se répartissent de la façon suivante :

	31.12.2005	31.12.2006 en millions d'euros
Créances sur des établissements de crédit	11,31	5,46
Créances sur la clientèle	41,66	24,89
Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe	155,55	311,44
Total	208,52	341,79

Au 31 décembre 2006, il n'existe pas de créances subordonnées sur des entreprises liées ou avec lesquelles existe un lien de participation.

5.14. ACTIFS LIBELLES EN DEVISES

Les actifs libellés en devises hors zone euro représentent un montant de 9.190,89 millions d'euros au 31 décembre 2006, contre 12.093,83 millions d'euros au 31 décembre 2005.

Ce chiffre inclut la partie comptant d'opérations liées pour lesquelles la couverture se trouve dans les opérations de change à terme.

**NOTE 6****RENSEIGNEMENTS SUR LES POSTES DU PASSIF****6.1. ANALYSE D'UNE PARTIE DES POSTES DE PASSIF****a. Echancier des passifs financiers primaires**

Les passifs financiers primaires sont répartis comme suit en fonction de leur durée résiduelle:

31.12.2006 en millions d'euros	Endéans 3 mois	3-12 mois	1-5 ans	Au-delà de 5 ans	Total
Dettes envers des établissements de crédit	9.884,54	1.206,15	175,29	-	11.265,98
Dettes envers la clientèle	17.548,14	482,01	208,98	19,43	18.258,56
<i>Dont: autres dettes à terme et à préavis</i>	<i>10.328,34</i>	<i>482,01</i>	<i>208,98</i>	<i>19,43</i>	<i>11.038,76</i>
Dettes représentées par un titre	3.020,80	851,06	1.952,25	2.238,92	8.063,03
<i>Dont: titres classés dans la rubrique 'autres'</i>	<i>2.604,03</i>	<i>851,06</i>	<i>1.952,25</i>	<i>2.238,92</i>	<i>7.646,26</i>
Passifs subordonnés	-	49,58	205,52	251,83	506,93
	<u>30.453,48</u>	<u>2.588,80</u>	<u>2.542,04</u>	<u>2.510,18</u>	<u>38.094,50</u>
31.12.2005 en millions d'euros	Endéans 3 mois	3-12 mois	1-5 ans	Au-delà de 5 ans	Total
Dettes envers des établissements de crédit	9.692,43	852,33	209,04	-	10.753,80
Dettes envers la clientèle	16.357,32	541,69	77,58	0,25	16.976,84
<i>Dont: autres dettes à terme et à préavis</i>	<i>9.082,50</i>	<i>541,69</i>	<i>77,58</i>	<i>0,25</i>	<i>9.702,02</i>
Dettes représentées par un titre	3.184,17	826,74	1.853,52	2.569,20	8.433,63
<i>Dont: titres classés dans la rubrique 'autres'</i>	<i>2.717,15</i>	<i>826,74</i>	<i>1.853,52</i>	<i>2.569,20</i>	<i>7.966,61</i>
Passifs subordonnés	-	49,58	263,69	255,53	568,80
	<u>29.233,92</u>	<u>2.270,34</u>	<u>2.403,83</u>	<u>2.824,98</u>	<u>36.733,07</u>

b. Dettes sur les entreprises liées ou avec lesquelles existe un lien de participation

Les dettes sur des entreprises liées ou avec lesquelles existe un lien de participation sont réparties de la façon suivante:

	Participations		Parts dans les entreprises liées	
	31.12.2005	31.12.2006	31.12.2005	31.12.2006
	en millions d'euros		en millions d'euros	
Dettes sur les établissements de crédit	71,34	148,61	-	-
Dettes sur la clientèle	109,41	192,19	50,63	49,89

c. Dettes envers la clientèle: dépôts d'épargne

Les dépôts d'épargne, représentant 3.870,53 millions d'euros au 31 décembre 2006, contre 3.947,18 millions d'euros au 31 décembre 2005, sont classés intégralement "à vue".

**d. Dettes représentées par un titre**

Les dettes représentées par un titre, classées dans la rubrique "Bons et obligations en circulation", ayant une durée de vie résiduelle inférieure à un an se chiffrent à 416,78 millions d'euros au 31 décembre 2006 contre 467,02 millions d'euros au 31 décembre 2005.

6.2. AUTRES PASSIFS

Ce poste se décompose de la façon suivante:

	31.12.2005	31.12.2006 en millions d'euros
Valeurs à payer à court terme	187,47	136,08
Créanciers privilégiés ou garantis	11,22	11,65
Créanciers divers	0,46	0,80
Fonds de pension en faveur du personnel	166,87	180,96
Autres	14,14	49,52
Total	380,16	379,01

6.3. COMPTES DE REGULARISATION - PASSIF

Au 31 décembre 2006 l'agio cumulé comptabilisé aux comptes de régularisation au passif du bilan se chiffre à 33,62 millions d'euros (62,78 millions d'euros au 31 décembre 2005) pour le portefeuille des immobilisations financières et à 1,06 millions d'euros (2,56 millions d'euros au 31 décembre 2005) pour le portefeuille de placement.

6.4. PASSIFS SUBORDONNES

Le détail des emprunts obligataires subordonnés en cours au 31 décembre 2006 se présente comme suit:

	Devise	Montant nominal en millions d'euros	Taux	Date d'échéance
Emprunt 1997-2007	EUR	49,58	6,010%	28.11.2007
Emprunt 1998-2008	USD	75,94	Fl. Rate	18.03.2008
Emprunt 1998-2008	EUR	49,58	Step-up	10.09.2008
Emprunt 1999-2009	EUR	80,00	Fl. Rate	06.05.2009
Emprunt 1999-2014	EUR	20,00	Fl. Rate	06.05.2014
Emprunt 2000-2012	GBP	14,90	6,720%	17.07.2012
Emprunt 2000-2015	EUR	25,00	Fl. Rate	17.08.2015
Emprunt 2000-2020	EUR	25,00	Fl. Rate	17.08.2020
Emprunt 2001-2016	EUR	25,00	Fl. Rate	21.03.2016
Emprunt 2001-2021	EUR	20,00	Fl. Rate	25.02.2021
Emprunt 2001-2021	EUR	30,00	Fl. Rate	25.02.2021
Emprunt 2002-2012	EUR	4,50	Fl. Rate	16.07.2012
Emprunt 2002-2012	EUR	5,50	Fl. Rate	16.07.2012
Emprunt 2002-2022	EUR	50,00	Fl. Rate	19.11.2022
Emprunt 2003-2013	JPY	31,93	Fl. Rate	19.03.2013
Total		506,93		

Conformément aux dispositions régissant ces emprunts et sous réserve de l'accord préalable de la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF), un remboursement anticipé est envisageable au cas où une modification des lois fiscales luxembourgeoises ou des traités auxquels le Grand-Duché est partie, ou une modification dans l'application de ces lois ou traités affecterait les paiements du principal et/ou des intérêts des obligations.

Le caractère subordonné de ces emprunts sous-entend que les obligations sont subordonnées à toutes autres dettes actuelles et futures de la Banque envers les tiers. Les obligations sont inférieures en rang à toutes dettes exigibles et même non exigibles de la Banque.

Au 31 décembre 2006, la partie assimilée aux fonds propres, conformément aux conditions et limites prévues par la réglementation bancaire en vigueur et les usances de la place, s'élève à 405,52 millions d'euros, contre 463,56 millions d'euros au 31 décembre 2005.

Les charges payées au cours de l'exercice au titre des passifs subordonnés se chiffrent à 24,17 millions d'euros au 31 décembre 2006, contre 26,67 millions d'euros au 31 décembre 2005 et sont comprises dans le poste "Intérêts et charges assimilées" du compte de profits et pertes.

6.5. POSTES SPECIAUX AVEC UNE QUOTE-PART DE RESERVES

Au 31 décembre 2006, le montant des plus-values de réinvestissement s'élève à 28,53 millions d'euros, contre 24,03 millions d'euros au 31 décembre 2005.

Ces plus-values résultent de l'application de l'article 54 de la loi concernant l'impôt sur le revenu.

Elles sont réinvesties majoritairement dans des immeubles et amorties linéairement au taux de 2% par année.

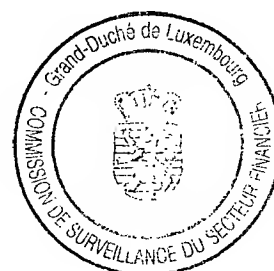
6.6. CAPITAL

Le montant du capital de la Banque est fixé à 173,53 millions d'euros. Le capital appartient entièrement à l'Etat luxembourgeois.

6.7. PASSIFS LIBELLES EN DEVISES

Les passifs libellés en devises ne faisant pas partie de la zone euro représentent un montant total de 9.613,21 millions d'euros au 31 décembre 2006, contre 11.090,93 millions d'euros au 31 décembre 2005.

Ce chiffre inclut la partie comptant d'opérations liées pour lesquelles la couverture se trouve dans les opérations de change à terme.



**NOTE 7****RENSEIGNEMENTS SUR LES POSTES DU HORS-BILAN****7.1 PASSIFS EVENTUELS**

Les passifs éventuels se composent des postes suivants:

	31.12.2005	31.12.2006 en millions d'euros
Garanties et autres substituts directs de crédit (y compris les obligations de rachat d'actifs)	93,18	113,04
Crédits documentaires	140,59	116,72
Contre-garanties	291,83	367,36
Autres*	938,02	1.179,19
Total	1.463,62	1.776,31

* Le poste 'Autres' inclut l'activité CDS (Credit Default Swap) qui est en augmentation constante depuis fin 2003.

La Banque n'a pas de passifs éventuels à l'égard d'entreprises liées.

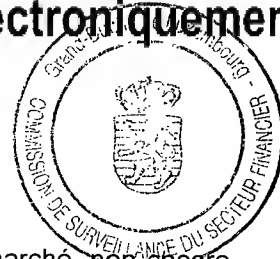
7.2. ENGAGEMENTS

a. Les engagements de la Banque se composent des postes suivants:

	31.12.2005	31.12.2006 en millions d'euros
Montants à libérer sur titres, participations et parts dans des entreprises liées	2,08	6,21
Crédits confirmés, non utilisés	2.450,73	2.748,47
Règlement d'opérations au comptant	171,29	234,88
Autres	17,06	15,95
Total	2.641,16	3.005,51

Au 31 décembre 2006 les engagements de la Banque à l'égard d'entreprises liées s'élèvent à 0,57 millions d'euros, contre 0,97 millions d'euros au 31 décembre 2005.

b. Parmi les engagements qui ne sont repris ni au bilan, ni au hors-bilan, les engagements de la Banque de payer des loyers fixes pour des immeubles loués s'élèvent mensuellement à 0,16 millions d'euros au 31 décembre 2006, contre 0,15 millions d'euros au 31 décembre 2005.

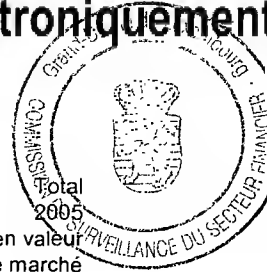


7.3. INSTRUMENTS DERIVES A LA DATE DE CLOTURE DU BILAN

a. Analyse par échéance

Les opérations à terme liées aux taux de change, aux taux d'intérêts et à d'autres cours de marché, non encore dénouées à la date de clôture du bilan, se présentent de la façon suivante en fonction de leur durée résiduelle:

31.12.2006 en millions d'euros	Endéans 3 Mois	3-12 mois	1-5 ans	Au-delà de 5 ans	Total 2006 en valeur notionnelle	Total 2006 en valeur de marché
<u>Opérations liées aux taux de change</u>						
<i>Contrats 'over the counter' (OTC):</i>						
Change à terme	2.992,91	-	-	-	2.992,91	2.993,12
Cross-currency interest rate swaps *	49,67	110,66	361,72	639,83	1.161,88	1.161,88
Options **	257,99	-	-	-	257,99	260,33
Autres	441,55	-	-	-	441,55	441,55
Total des opérations liées aux taux de change	3.742,12	110,66	361,72	639,83	4.854,33	4.856,88
<u>Opérations liées aux taux d'intérêts</u>						
<i>Contrats 'over the counter' (OTC):</i>						
Interest rate swaps	9.116,01	12.496,77	16.986,72	5.263,21	43.862,71	43.888,77
Options **	3.561,48	-	-	-	3.561,48	3.416,95
Total des opérations liées aux taux d'intérêts	12.677,49	12.496,77	16.986,72	5.263,21	47.424,19	47.305,72
<u>Opérations liées à d'autres cours du marché</u>						
<i>Contrats 'over the counter' (OTC):</i>						
Options **	1.141,50	-	-	-	1.141,50	1.142,93
Total des opérations liées à d'autres cours de marché	1.141,50	-	-	-	1.141,50	1.142,93



31.12.2005 en millions d'euros	Endéans 3 mois	3-12 mois	1-5 ans	Au-delà de 5 ans	Total 2005 en valeur notionnelle	Total 2005 en valeur de marché
Opérations liées aux taux de change						
Contrats 'over the counter' (OTC):						
Change à terme	4.522,64	-	-	-	4.522,64	4.522,48
Cross-currency interest rate swaps *	18,69	55,81	445,98	652,17	1.172,65	1.172,65
Options **	59,78	-	-	-	59,78	61,96
Autres	70,59	-	-	-	70,59	70,59
Total des opérations liées aux taux de change	4.671,70	55,81	445,98	652,17	5.825,66	5.827,68
Opérations liées aux taux d'intérêts						
Contrats 'over the counter' (OTC):						
Interest rate swaps	14.566,04	27.709,87	15.085,34	4.294,10	61.655,35	61.499,24
Interest rate futures	1,00	-	-	-	1,00	1,00
Options **	3.363,72	-	-	-	3.363,72	3.181,72
Total des opérations liées aux taux d'intérêts	17.930,76	27.709,87	15.085,34	4.294,10	65.020,07	64.681,96
Opérations liées à d'autres cours du marché						
Marché réglementé						
Contrats 'over the counter' (OTC):						
Options **	959,97	-	-	-	959,97	983,47
Total des opérations liées à d'autres cours de marché	959,97	-	-	-	959,97	983,47

* Le montant de la devise à livrer est renseigné (le montant de la devise à recevoir est renseigné au point 8.2.1)

** Seules les ventes d'options sont reprises (les achats sont repris au point 8.2.1)

Dans ce cadre les opérations les plus courantes dans lesquelles interviennent les instruments dérivés sont :

- le refinancement des actifs et passifs en devises par des swaps de change;
- la gestion du risque sur taux d'intérêt par l'utilisation d'IRS (Interest Rate Swaps) dans le cadre des émissions du programme EMTN, des actifs du portefeuille-titres et du portefeuille des crédits internationaux, ainsi qu'au niveau des activités de trésorerie;
- l'utilisation d'IRS, notamment d'OIS (Overnight Interest Rate Swaps) dans le cadre de l'activité de négociation sur les produits de taux d'intérêts dans les limites de marché et de crédit définis;
- la couverture d'options de rachat anticipatif émises par la Banque, dans le cadre de son programme EMTN, par l'achat d'options sur IRS (swaptions) permettant à la Banque de clôturer anticipativement l'IRS de couverture d'une émission EMTN en cas de remboursement de celle-ci avant échéance.

Au 31 décembre 2006, il n'y a pas d'instruments dérivés négociés sur le marché organisé alors que la Banque renseignait des futures pour une valeur notionnelle de 1,00 million d'euros au 31 décembre 2005.

7.4. SERVICES DE GESTION ET DE REPRESENTATION A DES TIERS

La Banque assure au profit de tiers des services de gestion et de représentation, notamment la gestion de fortune, la conservation et l'administration de valeurs mobilières, la location de coffres, la représentation fiduciaire et des fonctions d'agent.



**NOTE 8****RENSEIGNEMENTS RELATIFS AU RISQUE DE CREDIT****8.1. ANALYSE DU RISQUE DE CREDIT DES ELEMENTS BILANTAIRES**

Actifs à risque 31.12.2006 en millions d'euros	Montant à risque brut *	Corrections de valeur	Montant à risque net de corrections de valeur	Garanties réelles	Montant à risque net de corrections de valeur et de garanties réelles
Eléments d'actif par nature de débiteur					
Secteur public	3.819,14	8,31	3.810,83	0,44	3.810,39
Etablissements de crédit	21.413,82	97,30	21.316,52	3.255,16	18.061,36
Etablissements financiers	723,48	42,21	681,27	371,46	309,81
Clientèle	12.772,24	151,20	12.621,04	6.364,31	6.256,73
Total	38.728,68	299,02	38.429,65	9.991,37	28.438,29

Actifs à risque 31.12.2005 en millions d'euros	Montant à risque brut *	Corrections de valeur	Montant à risque net de corrections de valeur	Garanties réelles	Montant à risque net de corrections de valeur et de garanties réelles
Eléments d'actif par nature de débiteur					
Secteur public	4.181,91	4,51	4.177,40	0,47	4.176,93
Etablissements de crédit	20.682,93	64,01	20.618,92	2.768,16	17.850,76
Etablissements financiers	1.471,47	49,92	1.421,55	1.250,31	171,24
Clientèle	11.464,86	194,01	11.270,85	5.423,83	5.847,02
Total	37.801,17	312,45	37.488,72	9.442,77	28.045,95

* Le montant à risque des instruments financiers de l'actif du bilan correspond au coût d'acquisition de ceux-ci.

Les éléments d'actif à risque intègrent des 'Credit Linked Notes' à hauteur de 7,59 millions d'euros au 31.12.2006, contre 14,31 millions d'euros au 31.12.2005.

L'analyse et l'évaluation des risques sur clients débiteurs ainsi que des risques-pays se font sur base des perspectives économiques générales, des problèmes spécifiques dans certains pays et secteurs et de la situation financière propre de chaque débiteur. Tous les risques identifiés à la clôture ont été couverts adéquatement par le biais de corrections de valeur.

Les garanties réelles se décomposent de la façon suivante :

	31.12.2005	31.12.2006 en millions d'euros
Hypothèques (prêts au logement)	5.203,26	6.102,86
Opérations de mise en pension	3.779,66	3.482,98
Autres *	459,85	405,53
Total	9.442,77	9.991,37

* Les autres garanties sont constituées par des dépôts de titres ou des dépôts en espèces.

S'ajoutent à ces garanties réelles des garanties personnelles couvrant les risques sur éléments d'actif à concurrence de 5.332,00 millions d'euros au 31.12.2006 contre 5.173,41 millions d'euros au 31.12.2005.



8.2. ANALYSE DES INSTRUMENTS DERIVES

Instruments dérivés répartis en fonction des contreparties	Montant à risque net 31.12.2005 en millions d'euros	Montant à risque net 31.12.2006 en millions d'euros
Etablissements de crédit et financiers	13,03	43,86
Clientèle	25,46	0,53
Total	38,49	44,39

Le montant à risque net des instruments dérivés (hors-bilan) équivaut au total des coûts de remplacement actuels nets positifs calculés par contrepartie en tenant compte des contrats de compensation tels que définis ci-dessous. Ce montant ne reprend pas le coût de remplacement potentiel futur au sens de la circulaire CSSF 2000/10.

La technique de réduction du risque la plus répandue est celle représentée par les contrats incluant des clauses de compensation tels que les contrats ISDA ainsi que les contrats ISDA avec annexe CSA qui sont présentés au point 8.2.1.

8.2.1. ANALYSE DU RISQUE DE CREDIT POUR LES INSTRUMENTS DERIVES TRAITES HORS MARCHÉ ORGANISÉ EN FONCTION DES TYPES DE CONTRATS DE COMPENSATION

L'analyse du risque de crédit relatif aux instruments dérivés traités hors marché organisé en fonction du rating interne de la contrepartie est reprise ci-dessous.

La grande majorité des contreparties étant constituée par des établissements bancaires et financiers, l'attribution du rating interne à une contrepartie se fait à partir d'une combinaison d'analyses quantitatives et qualitatives. L'élément quantitatif se base sur des ratios décrivant le mieux la profitabilité, les fonds propres, la liquidité et la qualité des actifs de la Banque tandis que l'élément qualitatif émane de l'analyste lui-même qui tient compte d'éléments non financiers tels que la part de marché et la qualité du management.



a. Contreparties avec lesquelles la Banque a signé un contrat ISDA

Rating interne de la contrepartie	Montant notionnels 31.12.2006 en millions d'euros	Coûts de remplacement nets positifs	Coûts de remplacement nets négatifs*
AAA - AA ⁻	1.651,37	5,97	35,54
A ⁺ - A ⁻	417,95	2,34	4,75
BBB ⁺ - BB ⁺	0,22	-	0,01
Total	2.069,54	8,31	40,30

Rating interne de la contrepartie	Montant notionnels 31.12.2005 en millions d'euros	Coûts de remplacement nets positifs	Coûts de remplacement nets négatifs*
AAA - AA ⁻	2.826,59	0,73	43,17
A ⁺ - A ⁻	451,37	0,11	8,69
Total	3.277,96	0,84	51,86

Les contrats-type 'ISDA' (International Swaps and Derivatives Association) sont des contrats qui contiennent des clauses de compensation en cas de faillite d'une des parties, mais qui ne prévoient pas de dépôt de garantie.

b. Contreparties avec lesquelles la Banque a signé un contrat ISDA avec annexe CSA

Rating interne de la contrepartie	Montant notionnels 31.12.2006 en millions d'euros	Coûts de remplacement nets positifs	Collatéral reçu (dépôt de garantie)	Montant à risque résiduel	Coûts de remplacement nets négatifs *
AAA - AA ⁻	46.750,78	27,14	14,65	12,49	256,13
A ⁺ - A ⁻	3.149,48	23,06	0,00	23,06	27,51
Total	49.900,26	50,20	14,65	35,55	283,64

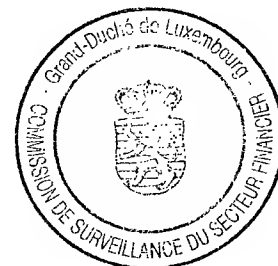
Rating interne de la contrepartie	Montant notionnels 31.12.2005 en millions d'euros	Coûts de remplacement nets positifs	Collatéral reçu (dépôt de garantie)	Montant à risque résiduel	Coûts de remplacement nets négatifs *
AAA - AA ⁻	63.071,29	11,41	0,32	11,09	329,56
A ⁺ - A ⁻	4.620,25	1,10	0,00	1,10	109,38
BBB ⁺ - BB ⁺	11,99	0,00	0,00	0,00	0,68
Total	67.703,53	12,51	0,32	12,19	439,62

La Banque s'est assurée un moyen de réduction supplémentaire du risque en négociant l'annexe CSA (Credit Support Annex) des contrats ISDA (International Swaps and Derivatives Association Inc.) avec les contreparties les plus importantes dans le domaine des instruments dérivés. Cette annexe prévoit, sur la base d'une réévaluation quotidienne des positions bilatérales, le dépôt de garanties sous forme de liquidités ou de titres de première qualité dès que la valeur nette des contrats dépasse un certain seuil.

c. Contreparties avec lesquelles la Banque n'a pas signé de contrat de compensation

	Rating interne de la contrepartie	Montant notionnels en millions d'euros	Coûts de remplacement nets positifs	Coûts de remplacement nets négatifs*
31.12.2006	Unrated	1.008,67	0,53	0,00
31.12.2005	Unrated	752,61	25,46	0,00

* Les coûts de remplacement nets négatifs ne constituent pas un risque de crédit, mais traduisent une charge que la Banque devrait régler en cas de clôture prématurée des contrats dérivés. Etant donné que l'usage des instruments dérivés est destiné à la couverture d'opérations de bilan (voir à ce sujet le commentaire du tableau 7.3), les coûts de remplacement négatifs se traduisent du côté de l'instrument couvert (poste bilantaire) par des plus-values d'évaluation.



NOTE 9**RENSEIGNEMENTS SUR LES POSTES DU COMPTE DE PROFITS ET PERTES****9.1. VENTILATION DES PRODUITS PAR MARCHE GEOGRAPHIQUE**

L'activité de la Banque se concentre avant tout sur les pays faisant partie de l'OCDE.

9.2. AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION

La rubrique "Autres produits d'exploitation" se décompose comme suit:

	31.12.2005	31.12.2006 en millions d'euros
Loyers provenant de la location des immeubles appartenant à la Banque	2,35	2,52
Recettes générées par l'ancien portefeuille de la Caisse d'Assurances de la Banque	0,57	0,42
Décompte de TVA	-	2,52
Bénéfice sur vente de participations	27,75	15,17
Autres	2,72	5,71
Total	33,39	26,34

9.3. AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION

La rubrique "Autres charges d'exploitation" se décompose comme suit:

	31.12.2005	31.12.2006 en millions d'euros
Dotation de l'exercice à la provision AGDL	17,48	18,11
Régularisation d'intérêts relatifs aux exercices antérieurs	-	8,30
Autres	0,91	0,61
Total	18,39	27,02

9.4. IMPOTS SUR LE RESULTAT PROVENANT DES ACTIVITES ORDINAIRES

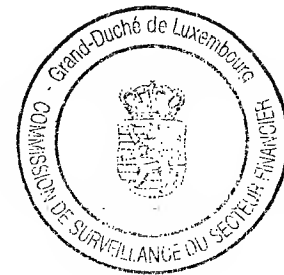
A partir de l'exercice 1998 et jusqu'à l'exercice 2001, la Banque a imputé l'impôt sur la fortune, dû pour ces mêmes années d'imposition, sur l'impôt sur le revenu des collectivités. A compter de l'exercice 2002, la charge d'impôt sur la fortune a été directement réduite en conséquence.

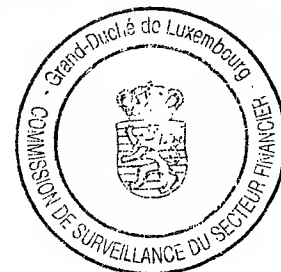
Afin de bénéficier de cet allègement de charge fiscale, la Banque s'engage à inscrire, avant la clôture de l'exercice qui suit l'imputation, à un poste de réserve un montant correspondant au quintuple de l'impôt sur la fortune imputé, et à maintenir cette réserve au bilan pendant les cinq années d'imposition qui suivent l'année de l'imputation.

Si cette réserve n'est pas maintenue jusqu'à la fin de cette période quinquennale (pour une raison autre que l'incorporation au capital), la charge fiscale sera augmentée pour l'année d'imposition en question à raison d'un cinquième du montant de la réserve utilisée.

9.5. PRODUITS EXCEPTIONNELS

Au 31 décembre 2006, la Banque n'a pas réalisé de produits exceptionnels (0,45 millions d'euros lors de la vente d'immeubles et d'objets d'art au 31 décembre 2005).



**NOTE 10****AUTRES RENSEIGNEMENTS****10.1. PERSONNEL**

Le nombre des membres du personnel employé en moyenne au cours de l'exercice 2006 s'établit comme suit:

	31.12.2005	31.12.2006
Direction	5	5
Employés	1.755	1.770
<i>dont: Cadres supérieurs</i>	194	213
Total	1.760	1.775

10.2. ORGANES

a. Les rémunérations allouées aux différents organes de la Banque au cours de l'exercice 2006 se ventilent de la façon suivante:

		31.12.2005	31.12.2006 en millions d'euros
Organe d'administration	(9 administrateurs)	0,12	0,12
Organe de direction	(5 directeurs)	0,76	0,79
Total		0,88	0,91

b. Le montant des engagements repris dans les charges de l'exercice 2006 en matière de pensions de retraite à l'égard des membres actuels des différents organes de la Banque se présente comme suit:

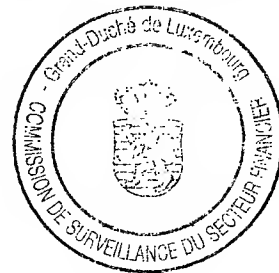
		31.12.2005	31.12.2006 en millions d'euros
Organe de direction	(5 directeurs)	0,37	0,41
Total		0,37	0,41

10.3. HONORAIRES DU CONTROLEUR LEGAL DES COMPTES

Les honoraires (hors TVA) facturés à la Banque par le contrôleur légal des comptes et son réseau se présentent comme ceci :

	31.12.2005	31.12.2006 en millions d'euros
Contrôle légal des comptes annuels	0,38	0,38
Autres services	0,01	0,05
Total	0,39	0,43

Les honoraires ont été provisionnés sur l'année pour laquelle ils sont encourus.



ORGANES DE LA BANQUE

L'organisation de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, premier institut financier du pays fondé en 1856, a été modernisée par la loi du 24 mars 1989 qui a défini les pouvoirs respectifs du Conseil d'administration et du Comité de direction. Suivant l'article 8 de cette loi organique "le Conseil d'administration définit la politique générale de l'établissement et contrôle la gestion du Comité de direction. Tous les actes tant d'administration que de disposition nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet de la Banque sont de la compétence du Comité de direction, sous réserve des approbations requises en vertu de la présente loi".

CONSEIL D'ADMINISTRATION

PRESIDENT	M. Victor ROD	Directeur du Commissariat aux Assurances, Howald
VICE-PRESIDENT	M. Gaston REINESCH	Administrateur général, Ministère des Finances, Schiffange
ADMINISTRATEURS	M. Georges DENNEWALD	Représentant du personnel, Kehlen
	M. Paul ENSCH	Directeur, Chambre des Métiers, Mersch
	M. Patrick GILLEN	Directeur du Contrôle financier, Ministère des Finances, Dudelange
	M. Jean HAMES	Représentant du personnel, Luxembourg
	M. Patrick NICKELS	Conseiller de direction 1 ^{ère} classe, Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur, Dudelange
	M. Georges SCHMIT	1 ^{er} Conseiller de gouvernement, Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur, Heffingen
	M. Fernand SPELTZ	Conseiller à la Chambre de Travail, Howald



COMMISSAIRE DE SURVEILLANCE

M. Jean GUILL

Directeur du Trésor, Luxembourg

COMITE DE DIRECTION

PRESIDENT

M. Jean-Claude FINCK

Directeur Général, Foetz

MEMBRES

M. Michel BIREL

Directeur Général adjoint, Moutfort

M. Gilbert ERNST

Directeur, Luxembourg

M. Jean-Paul KRAUS

Directeur, Bertrange

M. Guy ROSSELJONG

Directeur, Moutfort

REVISEUR EXTERNE

Deloitte SA

Réviseur d'entreprises

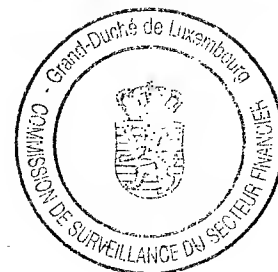
Approuvé par le Conseil d'administration dans sa réunion du 14 mars 2007

Luxembourg, le 14 mars 2007

Pour le Conseil d'administration

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'R' followed by a horizontal line extending to the left.

Victor ROD
Président



CHIFFRES CLES EN EUROS

	2004	2005	2006 en milliers d'euros	Variation en % 2006/2005
SOMME DU BILAN	37.314.005	39.319.460	40.882.768	+4,0%
Dettes envers les établissements de crédit	10.272.711	10.753.797	11.265.980	+4,8%
Dettes envers la clientèle	16.206.155	16.976.835	18.258.559	+7,5%
Dettes représentées par un titre	7.768.939	8.433.630	8.063.033	-4,4%
Créances sur les établissements de crédit	13.636.286	12.700.547	11.903.960	-6,3%
Effets publics et autres effets admissibles au refinancement auprès de la Banque centrale	3.895.237	3.158.537	2.666.411	-15,6%
Créances sur la clientèle	7.260.550	8.941.726	9.227.779	+3,2%
Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe	10.124.563	12.386.686	14.260.329	+15,1%
FONDS PROPRES DE BASE (1) (tier 1 capital)	1.269.760	1.348.514	1.436.564	+6,5%
PRODUIT BANCAIRE (2)	342.005	376.339	402.568	+7,0%
Frais généraux totaux (3)	234.490	237.996	244.272	+2,6%
BENEFICE NET	74.542	99.754	109.050	+9,3%
CASH-FLOW (4)	116.986	149.431	159.974	+7,1%
RATIO D'ADEQUATION DES FONDS PROPRES	15,63%	13,08%	12,15%	-
RATIO D'ADEQUATION DES FONDS PROPRES (TIER 1 CAPITAL)	10,89%	9,33%	9,29%	-
EFFECTIF MOYEN DU PERSONNEL (en nombre de contrats)	1.749,5	1.760,0	1.767,5	+0,4%
EFFECTIF MOYEN DU PERSONNEL (en unités de travail)	1.577,0	1.580,5	1.586,0	+0,3%

(1) Capital, réserves, fonds pour risques bancaires généraux, bénéfice net de l'exercice moins actifs incorporels (abstraction faite du montant correspondant à la distribution de bénéfice pour les années 2005 et 2006)

(2) Résultat net sur intérêts et revenus assimilés, produit de valeurs mobilières à revenu variable, résultat net sur commissions, résultat provenant d'opérations financières, autres produits et charges d'exploitation

(3) Frais généraux administratifs plus corrections de valeur sur actifs incorporels et corporels

(4) Bénéfice net plus corrections de valeur nettes et dotations au fonds pour risques bancaires généraux

Enregistré à Luxembourg - Sociétés,

Le 11 AVR. 2007

Référence: LSO..... /.....

Reçu (€):

Droit d'Enregistrement: 12.-€

Droit de timbre

Total

: 2.-€
: 167.-€

Le Receveur,

